

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 24/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**MESNARD CATTEAU**

45340 ST LOUP DES VIGNES

Références : 37/2023  
Code AIOT : 0010001347

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement MESNARD CATTEAU implanté 45340 ST LOUP DES VIGNES. L'inspection a été annoncée le 26/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection avait pour objectif la vérification des mesures prises par l'exploitant pour satisfaire aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/07/2020 pris à rencontre, dans un contexte d'instruction d'une demande d'autorisation environnementale en cours pour la régularisation des activités de la société.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MESNARD CATTEAU
- 45340 ST LOUP DES VIGNES
- Code AIOT : 0010001347
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MESNARD CATTEAU exploite une usine de fabrication de moquettes et non-tissés aiguilletés, dont une partie est enduite avec de la résine et/ou du polyéthylène, dans la zone d'activités Les Blottins sur le territoire de la commune de SAINT-LOUP-DES-VIGNES.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des suites accordées à l'APMD du 08/07/2020

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	APMD du 08/07/2020 – article 1 – régularisation administrative	Code de l'environnement du 27/02/2020, article L. 512-1	APMD du 08/07/2020	Lettre de suite préfectorale	3 mois (2)

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	APMD du 08/07/2020 – article 2 – RIA et détection automatique incendie	Code de l'environnement du 27/02/2020, article L. 512-1	APMD du 08/07/2020	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	APMD du 08/07/2020 – article 3 – Mesures conservatoires	Code de l'environnement du 27/02/2020, article L. 512-1	APMD du 08/07/2020	Lettre de suite préfectorale	3 mois (2)

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

(2) sous réserve d'une suite favorable accordée par Mme la Préfète sur la demande de report de délai sollicitée par l'exploitant

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Désenfumage des locaux	Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article 2.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/02/2020, article L. 512-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, APMD du 08/07/2020 – article 1 – régularisation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société MESNARD CATTEAU exploitant une usine de fabrication de moquettes et non-tissés aiguilletés sise Z.A Les Blottins sur le territoire de la commune de SAINT-LOUP-DES-VIGNES est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit en déposant un dossier complet de demande d'autorisation en préfecture du Loiret.</li> <li>- soit en cessant ses activités non autorisées et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.</li> </ul> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;</li> <li>- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de six mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.) ;</li> </ul> <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> <b>[C1]</b> La société MESNARD CATTEAU exploite des installations soumises au régime de l'autorisation sous les rubriques 2311-1 et 2330-1 sans disposer des actes administratifs requis. Le dossier de demande de régularisation initialement déposé le 11/02/2021 et complété les 10/12/2021 et 04/01/2022 n'est pas complet.</p>
<p><b>Observations :</b> Le dossier de demande d'autorisation environnementale est toujours en cours d'instruction.</p> <p>La visite d'inspection, menée en présence du SDIS45, a permis d'aborder certains points spécifiques liés à l'instruction du dossier (emplacement de zones de stockage, emplacement des ressources).</p> <p>Une demande de compléments sera formulée à l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant le jour de la visite d'une demande officielle de report de délai pour la fourniture du dossier consolidé et complet doit être transmise à la préfecture.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois (sous réserve d'une suite favorable accordée par Mme la Préfète sur la demande de report de délai sollicitée par l'exploitant).

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/02/2020, article L. 512-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, APMD du 08/07/2020 – article 2 – RIA et détection automatique incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société MESNARD CATTEAU exploitant une usine de fabrication de moquettes et non-tissés aiguilletés, sise Z.A Les Blottins sur le territoire de la commune de SAINT-LOUP-DES-VIGNES, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 4.2 « Moyens de secours contre l'incendie » des arrêtés ministériels du 14 janvier 2000 modifiés susvisés en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- installant des robinets d'incendie armés sur les installations relevant des rubriques 2661-1c, 2661-2b, 2662-3 et 2663-2c de la nomenclature des ICPE ;</li> <li>- installant des systèmes de détection automatique des fumées avec report d'alarme exploitable rapidement sur les installations relevant des rubriques 2661-1c, 2661-2b, 2662-3 et 2663-2c de la nomenclature des ICPE ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'alinéa 1 de l'article 2 de l'APMD du 08/07/2020 relatif à la mise en oeuvre de RIA conformes aux référentiels en vigueur est satisfait.</p> <p><b>[C2]</b> L'exploitant doit justifier qu'il dispose des moyens techniques et organisationnels pour exploiter rapidement une alerte incendie en dehors des heures ouvrées. L'alinéa 2 de l'article 2 de l'APMD du 08/07/2020 ne peut pas être considéré comme satisfait en l'état.</p>
<p><b>Observations :</b> Robinets d'Incendie Armés :</p> <p>Vu : DOE des RIA du 11/02/2021 par UXELLO.</p> <p>Vu : rapport du contrôle périodique des RIA en date du 21/06/2022 suite à la visite de la société AVISS du 14/06/2022, sans observation.</p> <p>Le jour de la visite, il est constaté la mise en oeuvre de RIA dans le bâtiment et la nouvelle source d'eau de 11,5 m3 associée, implantée à l'extérieur du bâtiment côté cour arrière.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un certificat présentant la conformité initiale de l'installation RIA. Le certificat N5 daté du 21/11/2022 et délivré par UXELLO est toutefois transmis à l'issue de la visite par courriel du 22/11/2022. Il atteste d'une conformité de l'installation au référentiel APSAD R5.</p> <p>Détecteurs automatiques incendie</p> <p>Vu : certificat R7 émis par la société AVISS le 11/10/2021 avec commentaire suivant « il est nécessaire de s'assurer que le système de sécurité incendie sera exploité en permanence (24/24h – 7/7j). La surveillance humaine n'est pas permanente là où est implanté le SSI. Le renvoi des informations feu et dérangement se fait via le transmetteur téléphonique existant qui renvoi d'autres informations que celles du SSI. Dans le cas d'une station de télésurveillance, celle-ci doit être conforme au référentiel APSAD R31 »</p> <p>Vu : certificat Q7 suite à la dernière vérification périodique des installations en date du 15/11/2022 qui ne fait pas état d'écart, mais indique l'absence de déclaration initiale pour le SSI.</p> <p>Lors de la visite d'inspection il est constaté la présence de dispositifs de détection automatique incendie dans les différentes parties du bâtiment.</p> <p>L'exploitant précise son organisation en cas d'incendie : alerte sonore, évacuation des 35 personnes présentes sur le site, fermeture des vannes de distribution de gaz, le cas échéant mis en oeuvre du dispositif de refroidissement de la cuve propane. <b>L'inspection des installations classées recommande sur ces équipements de sécurité soient portés sur un plan tenu à disposition des services du SDIS en cas d'incendie sur le site.</b></p> <p>L'alerte fonctionne avec une centrale d'appel permettant de relayer l'alerte auprès des responsables du site. Un code transmis sur les téléphones portables des responsables informe sur la cause du déclenchement : intrusion, incendie ou déclenchement de RIA. Ce dispositif n'a pas été testé le jour de la visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/02/2020, article L. 512-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, APMD du 08/07/2020 – article 3 – Mesures conservatoires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société MESNARD CATTEAU exploitant une usine de fabrication de moquettes et non-tissés aiguilletés, sise Z.A Les Blottins sur le territoire de la commune de SAINT-LOUP-DES-VIGNES, est tenue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de transmettre à l'inspection des installations classées le calcul du dimensionnement de la ressource en eau nécessaire pour lutter contre un incendie de ses installations, conformément au guide technique D9, avant le 23 janvier 2021 ;</li> <li>- de transmettre à l'inspection des installations classées un calcul du dimensionnement du volume de confinement nécessaire pour contenir les eaux d'extinction potentiellement polluées lors d'un incendie des installations, conformément au guide technique D9A, avant le 23 janvier 2021 ;</li> <li>- de mettre en œuvre les travaux nécessaires en vue d'obtenir le volume en eau déterminé au point a) ci-dessus, avant le 23 avril 2021.</li> <li>- de mettre en œuvre les travaux nécessaires en vue d'obtenir le volume de confinement nécessaire déterminé au point b) ci-dessus, avant le 23 juin 2021.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> [C3] L'exploitant ne dispose pas des ressources en eau suffisante pour lutter contre un incendie sur le site, ni du volume de confinement suffisant pour prévenir les risques de pollution des eaux et sols par les effluents qui seraient générés.</p> <p>Les alinéas 3 et 4 de l'article 3 de l'APMD du 08/07/2020 ne sont pas considérés comme satisfaits en l'état.</p>
<p><b>Observations :</b> Pour mémoire dans le cadre du dossier de demande de régularisation déposé le 11 février 2021, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le calcul du dimensionnement de la ressource en eau nécessaire. Ce calcul n'a pas donné lieu à des remarques particulières de la part de l'inspection. Cette prescription est donc respectée,</li> <li>• le calcul du dimensionnement du volume de confinement, conformément au guide technique D9A. Cette prescription est donc respectée.</li> </ul> <p>S'agissant des deux autres prescriptions, l'exploitant a formulé une demande de report de délais par courrier adressé à la préfecture du Loiret le 25 mars 2021 dans laquelle il sollicite de nouveaux délais compatibles avec l'instruction de son dossier de demande de régularisation en cours d'instruction. Les nouveaux délais n'ont pas encore fixés par le préfet compte tenu de la réunion d'échanges avec le SDIS réalisé ce jour parallèlement à la visite d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois (sous réserve d'une suite favorable accordée par Mme la Préfète sur la demande de report de délai sollicitée par l'exploitant).

#### N° 4 : Désenfumage des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. [...]
<b>Constats :</b> <b>[C4]</b> Une commande de trappe de désenfumage n'est pas rendue facilement accessible en cas d'incendie, masquée derrière des stockages.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences, directes ou indirectes, sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Absence d'écart constaté. <b>Toutefois, il est constaté que le plafond du local de la chaufferie est détérioré et comporte des trous et fissures ne répondant pas aux caractéristiques d'un mur coup-feu 2 heures, contrairement aux informations portées au dossier de demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Vu : Dossier de demande de d'autorisation environnementale comportant la description des installations et des zones à risques, et précisant notamment que la chaufferie est localisée dans un local constitué de murs coupe-feu 2h.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, il est constaté que le plafond du local de la chaufferie est détérioré et comporte des trous et fissures ne répondant pas aux caractéristiques d'un mur coup-feu 2 heures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet